

ANNEXE 6 - CHRONOLOGIE AVRIL 2001-MARS 2002

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Avril 2001</p> <p>3.4: Arrestation de Alphonse Rugambarara, porte-parole du groupe du G-8 représentant les partis tutsi opposés au président Buyoya, pour motif de subversion.</p> <p>8.4: Arrivée à Bujumbura de Ruud Lubbers, Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (examen des voies et moyens relatifs à l'application des accords de paix interburundais liés au rapatriement, à l'accueil, à la réinstallation et à la réinsertion des réfugiés burundais vivant à l'extérieur).</p> <p>10.4: Plus de 80 civils tués dans la localité de Rubirizi (Bujumbura rural), victimes des combats entre les forces gouvernementales et des rebelles.</p> <p>15.4: Visite à Kigali du président Buyoya (entretiens avec son homologue rwandais)</p>	<p>1^{er}.4: Coup d'envoi d'une semaine de deuil officiel à la mémoire des victimes du génocide de 1994 (septième anniversaire du génocide).</p> <p>6.4: Dépôt d'une plainte au parquet de Bruxelles contre le président rwandais Paul Kagame et contre X, par huit Rwandais, pour crimes de droit international et violation du droit de guerre.</p> <p>17.4: Ouverture à Bruxelles, devant la Cour d'assises, du procès de quatre Rwandais (un ex-ministre et chef d'entreprise, Alphonse Higaniro; un ancien professeur d'université, Vincent Ntezimana et deux religieuses, Consolata Mukangongo et Julienne Mukabuteru) soupçonnés d'avoir pris part au génocide</p> <p>20.4.1994 Adoption par la Commission de l'ONU aux droits de l'homme (UNHRC) d'une décision (résolution) reconsidérant le Rwanda comme un pays qui</p>	<p>2.4: Présentation du rapport sur la violation des droits en RDC à la Commission des droits de l'homme à Genève par Roberto Garreton, rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme en RDC.</p> <p>-Arrivée à Goma du deuxième contingent des troupes des Nations Unies composé de 123 soldats en provenance d'Uruguay.</p> <p>3.4: Début du retrait des troupes zimbabwéennes du Congo. Départ d'un premier groupe de 300 soldats de Mbandaka, dans la province de l'Equateur.</p> <p>-Visite à Kinshasa du ministre ougandais des Affaires étrangères (entretiens avec le président Joseph Kabila).</p> <p>4.4: Révocation de l'ensemble du gouvernement par le président Joseph Kabila.</p> <p>-Arrivée à Mbandaka (Equateur) d'un premier groupe de 100 casques bleus sénégalais.</p> <p>5.4: Visite en Allemagne du président Joseph Kabila (promotion des efforts diplomatiques pour mettre fin à deux années de guerre civile).</p> <p>6.4: Réunion à Lusaka en Zambie des ministres de la Défense et des Affaires étrangères des pays belligérants (désengagement de toutes les forces étrangères de la RDC).</p>

<p>17.4: Rencontre à Libreville, au Gabon, entre les présidents burundais Pierre Buyoya, congolais Joseph Kabila et le vice-président sud-africain Jacob Zuma (point sur la crise burundaise).</p> <p>18.4: Echech d'une tentative de coup d'Etat perpétrée par un groupe de jeunes militaires opposés aux négociations entre le président Pierre Buyoya et les rebelles hutu, sous la conduite du lieutenant Gaston Ntakirutimana.</p> <p>21.4: Arrestation de deux membres du parti de l'opposition tutsi (Parti pour le redressement national, PARENA, de l'ancien président Bagaza), Raphaël Manirakiza et Ndagijimana, pour participation à la tentative du coup d'Etat du 18 avril 2001.</p> <p>25.4: Reprise des combats entre soldats gouvernementaux et rebelles (zone de Tenga, à 12 km au nord-ouest de Bujumbura).</p>	<p>respecte les droits de l'homme (suspension de l'examen de la situation des droits de l'homme au Rwanda)</p> <p>27.4: Confirmation définitive par le Tribunal militaire de cassation, à Yverdon-les-bains (Suisse), de la peine de 14 ans de prison infligée à Fulgence Niyonteze, ancien bourgmestre de la commune de Mushubati (centre du Rwanda), arrêté en 1996 (génocide de 1994)</p>	<p>12.4: Transmission du <i>Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC</i> par Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies au président du Conseil de sécurité.</p> <p>14.4: Nomination du premier gouvernement de Joseph Kabila avec 25 ministres et 12 vice-ministres. Seuls huit ministres de l'ancien gouvernement s'y retrouvent dont celui des Affaires étrangères (Léonard She Okitundu) et celui du Plan et de la reconstruction (le général Kalume Numbi).</p> <p>15.4: Interdiction d'atterrissage à Kisangani par le Rassemblement congolais pour la démocratie, RCD, d'un avion transportant 120 casques bleus marocains.</p> <p>20.4: Le RCD autorise les casques bleus à s'installer à Kisangani.</p> <p>-Décision de libéralisation du secteur du diamant par le gouvernement de Kinshasa et suspension du monopole d'achat et d'exportation, accordé à la firme israélienne, Idi Diamonds.</p> <p>22.4: Signature par Jean Pierre Bemba, dirigeant rebelle du MLC, d'un accord de retrait de ses troupes de 15 km des lignes de front actuelles.</p> <p>26.4: Assassinat de six employés du Comité international de la Croix rouge (CICR) dans l'Ituri (Haut Congo) dont quatre autochtones et deux expatriés. Des membres de la tribu Lendu soupçonnés.</p> <p>29.4: Arrivée à Mbandaka d'un autre contingent de 280 casques</p>
--	---	--

		<p>bleus sénégalais.</p> <p>30.4 – 2.5: Suspension des activités par 20 agences d'aide humanitaire opérant dans l'est de la RDC (protestation contre l'assassinat de six de leurs collègues du Comité international de la Croix rouge du Congo dans l'Ituri le 26 avril 2001)</p>
--	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Mai 2001</p> <p>3.5: Départ pour l'Afrique du Sud d'une délégation de 22 personnes (dont 10 officiers supérieurs, 3 chefs de confessions religieuses et 3 anciens premiers ministres) pour une rencontre avec Nelson Mandela, médiateur dans le conflit burundais.</p> <p>11.5: Enlèvement de six membres locaux de l'ONG hollando-burundaise Memisa-Coped (deux hommes et quatre femmes) par un groupe armé, près de Bukeye (sud-est du Burundi) Des membres des FDD (Forces de défense de la démocratie) soupçonnés.</p> <p>14.5: Signature d'un accord tripartite entre le Burundi, la Tanzanie et le HCR fixant les conditions de rapatriement des réfugiés burundais se trouvant en Tanzanie.</p> <p>-Publication d'un rapport intitulé <i>Breaking the</i></p>	<p>7.5: Visite au Zimbabwe du président rwandais Paul Kagame et entretien avec son homologue Mugabe (recherche de la paix en RDC).</p> <p>19.5: Arrestation au TPIR de Siméon Nshamihigo, enquêteur de la défense du Lt. Samuel Imanishimwe, accusé de violation des règles d'immigration.</p> <p>24.5: Visite au Rwanda de 12 ambassadeurs des pays membres du Conseil de sécurité, sous la conduite de l'ambassadeur français au Conseil de sécurité Jean-David Levitte (soutien des efforts pour la paix des pays des Grands Lacs).</p> <p>30.5: L'ancien président rwandais, Pasteur Bizimungu mis en résidence surveillée à son domicile à Kigali suite à la création du Parti Démocratique pour le Renouveau, PDR-Ubunyanja.</p>	<p>3.5: Disparition d'une centaine de personnes dans les eaux du lac Kivu, en majorité des femmes et des enfants, suite au naufrage d'un bateau à quai.</p> <p>-Prorogation pour une période de trois mois puis jusqu'au 30 novembre 2001 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, du mandat du groupe d'experts sur le pillage des ressources naturelles de la RDC.</p> <p>4.5: Conclusion d'un accord entre le gouvernement congolais et les mouvements de l'opposition armée sur un ensemble de principes visant à guider leurs négociations pour la paix et une nouvelle redistribution du pouvoir.</p> <p>10.5: L'Union européenne accusée par le Réseau européen Congo (REC) et la Concertation Chrétienne pour l'Afrique centrale (CCAC) dans un document intitulé <i>L'Europe doit arrêter d'encourager la guerre en RDC</i> présenté lors d'une conférence de presse à Bruxelles, d'adopter une politique de <i>deux poids, deux mesures</i> dans la région des Grands Lacs (encouragement des aventures militaires dans la région).</p> <p>14.5: Décision par le gouvernement de réouverture des bureaux de l'ASADHO, scellés depuis 1998.</p> <p>15.5: Vingt six otages (dont un Suédois, un Kenyan et 24Thailandais) capturés le 15 mai 2001 dans le nord-est de la</p>

<p><i>deadlock</i> par l'organisation <i>International Crisis Group</i> (ICG) basée à Bruxelles, axé sur la paralysie de la guerre au Burundi.</p> <p>16.5: Libération des six membres locaux de Memisa enlevés le 11 mai 2002. Le paiement d'une rançon aurait été exigé.</p> <p>17.5: Les forces de l'ordre et de sécurité du Burundi ainsi que les deux mouvements de rébellion (FDD et FNL) accusés par la Ligue burundaise des droits de l'homme ITEKA, d'avoir tué plus de 1.200 civils en 2000 (rapport annuel).</p> <p>-Mise en place par le premier vice-président, Banvuginyunvira, d'une commission technique et juridique chargée de préparer et de rédiger la Constitution de la transition.</p> <p>23.5: Visite de travail à Bujumbura d'une délégation du Conseil de sécurité</p>		<p>RDC(près de la ville de Mangina) par des Maï-Maï.</p> <p>17.5: Décision par le gouvernement de la libéralisation des activités politiques (loi sur l'organisation et le fonctionnement des partis et regroupements politiques).</p> <p>-Visite à Kinshasa d'une mission de 12 ambassadeurs des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU.</p> <p>19.5: Réunion à Kinshasa des alliés du régime impliqués dans la guerre (le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola).</p> <p>20.5 : Arrivée à Kinshasa d'un contingent de 200 soldats tunisiens, dans le cadre de la force de maintien de la paix.</p> <p>23.5 : Les rebelles du RCD et leurs alliés ougandais et rwandais, accusés par la commission gouvernementale chargée d'enquêter sur l'assassinat du président Laurent-Désiré Kabila le 16 janvier 2001, d'y avoir joué un rôle.</p>
BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)

<p>Juin 2001</p> <p>7.6: Rencontre entre le gouverneur de Kigoma (Tanzanie) et ses homologues burundais à Makamba, au Burundi (séance sur le renforcement de la sécurité et le contrôle des mouvements de personnes sur la frontière entre les deux pays).</p> <p>11.6: Les rebelles des Forces de défense de la démocratie (FDD) soupçonnés d'être les auteurs de l'assassinat d'une religieuse et d'un directeur d'école dans une embuscade près de Rumonge (rive orientale du lac Tanganyika) ainsi que de trois autres personnes près de Makamba dont un pasteur protestant.</p> <p>18.6: Tenue d'un séminaire du 18 au 22 juin 2001 à Ngozi (Burundi) sur le rôle de l'identité de la société civile dans la région des Grands Lacs (participation des associations de la société civile du Rwanda, du Burundi et RDC/Sud-Kivu).</p> <p>21.6: Un employé local de l'ONG britannique tué au cours d'une embuscade des</p>	<p>3.6: Retrait par le gouvernement de tous ses privilèges d'ancien chef de l'Etat à Pasteur Bizimungu (sanction contre la tentative de création d'un nouveau parti politique).</p> <p>8.6: Condamnation à la prison ferme par la Cour d'Assises de Bruxelles (à des peines allant de 12 à 20 ans de prison) de Alphonse Higaniro, ancien ministre et directeur de l'Usine d'allumette de Butare (20 ans), Vincent Ntezimana, ancien professeur à l'Université du Rwanda (12 ans), Sœur Gertrude, ancienne supérieure du couvent des Bénédictines de Sovu (15 ans) et Sœur Maria Kizito du même couvent (12 ans), pour crimes de guerre et violation graves du droit international humanitaire.</p> <p>-Acquittement de l'ancien bourgmestre de Mbanza, Ignace Bagishema, par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), déclaré non coupable de génocide et de crimes contre l'humanité.</p> <p>22.6: Trois des quatre Rwandais condamnés à</p>	<p>1.6: Début du retrait des troupes des rebelles du MLC de Jean-Pierre Bemba en application du cessez-le-feu (recul de 15 km des zones de combat sous leur contrôle)</p> <p>7.6: Départ de Kinshasa vers Kisangani du premier convoi fluvial de la MONUC (1.750 km de navigation) et d'un deuxième pour Mbandaka le 08 juin.</p> <p>-La Belgique accusée par quelques ténors de l'opposition congolaise d'encourager, par des démarches politiques, économiques et diplomatiques, la partition du Congo.</p> <p>13.6: Déclaration favorable du Conseil de sécurité de l'ONU au maintien des rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma, soutenu par le Rwanda) à la tête de l'administration de Kisangani (éviter les émeutes civiles).</p> <p>-Décision par le Conseil de sécurité de l'ONU de prolonger d'un an le mandat de la Mission d'observation des Nations unies au Congo (MONUC). Décision d'envoi de 2.500 casques bleus pour renforcer le cessez-le-feu.</p> <p>14.6: Décision par le président Joseph Kabila de démobiliser les enfants soldats et interdiction de recrutement.</p> <p>18.6: Décision de la Sabena et Swissair de suspendre le transport de coltan en provenance de la RDC.</p> <p>19.6: Arrivée à Kisangani du Bateau de la paix chargé par la MONUC d'initier la réouverture du trafic sur le fleuve Congo entre</p>
--	---	--

<p>rebelles des FDD à Bubanza (nord-est du Burundi). Trois autres personnes prises en otage.</p>	<p>Bruxelles pour leur participation au génocide de 1994 se pourvoient en cassation.</p>	<p>Kinshasa et Kisangani. 22.6: Présentation par le gouvernement belge du « Plan pour l'Afrique centrale ». 24 – 30.6: Tenue à Kinshasa de la Conférence nationale sur les droits de l'homme, avec la participation de toutes provinces ainsi que des observateurs et des congolais de l'étranger (adoption d'une « Charte congolaise des droits de l'homme » et d'un « Plan d'action national pour la promotion et la protection des droits de l'homme »). 29.6: Arrivée à Kinshasa de la délégation belge invitée à la célébration du 41^{ème} anniversaire de l'indépendance du Congo sous la conduite de Guy Verhofstadt, Premier ministre belge. 30.6: Réunion à Goma entre les représentants de l'opposition congolaise non armée et les dirigeants du RCD Goma du 29 au 30 juin 2001 (consolider l'unité nationale, sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC). -Libération de l'otage suédois Bjoern Rugstern retenu depuis plus d'un mois par les rebelles Maï-Maï en échange d'un camion Volvo d'occasion.</p>
--	--	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Juillet 2001</p> <p>23.7: Entérinement par Pierre Buyoya et Domitien Ndayizeye (FRODEBU) de la proposition de la médiation sur la présidence de la république durant la transition. Cosignature de Yoweri Museveni d'Ouganda, président de l'initiative régionale. Participation de Nelson Mandela, médiateur dans le conflit burundais.</p>	<p>6.7: Rencontre entre le président rwandais, Paul Kagame et son homologue ougandais, Yoweri Museveni à Gatuna (ville frontalière)</p> <p>7.7: Session de travail conjointe à Bruxelles entre les organisations politiques rwandaises l'« Alliance Rwandaise pour la Renaissance de la Nation », (ARENA) et le « Congrès démocratique africain », (CDA)</p> <p>10.7 Entretien entre le président rwandais, Paul Kagame et son homologue ougandais Yoweri Museveni, en marge du 37^{ème} sommet de l'OUA à Lusaka, en Zambie.</p> <p>18.7: Annonce par le Greffier du TPIR, de la suspension de quatre enquêteurs dont les noms figurent sur une liste de présumés génocidaires selon les autorités rwandaises.</p> <p>25.7: Sortie de la clandestinité du nouveau parti politique « Rassemblement des Rwandais Démocrates » (RRD. Prosper Kananiza en est le porte-parole. (Bruxelles).</p> <p>26.7: Création à Bruxelles d'une plateforme entre Le RRD (parti</p>	<p>1^{er}.7: Visite à Kisangani d'une délégation belge sous la conduite du Premier ministre, Guy Verhofstadt (appel à l'unité nationale et au retour à la paix).</p> <p>3.7: Organisation à Paris de la conférence des bailleurs de fonds pour la RDC (point sur les derniers développements de la situation et discussion sur l'apport de la communauté internationale au processus de paix).</p> <p>4.7: Entretiens entre le président Joseph Kabila et son homologue ougandais, Yoweri Museveni à Dar-es-Salaam (Tanzanie) sous l'égide du président tanzanien, Benjamin Mkapa (processus de paix au Congo)</p> <p>7.7: Appel des évêques au départ de toutes les forces étrangères et d'occupation (message issu des réunions tenues à Kinshasa du 2 au 7 juillet 2001).</p> <p>18.7: Visite en RDC de Paul Nielsen, commissaire européen chargé du développement et de l'aide humanitaire (rencontre avec le président J. Kabila, les ambassadeurs, les représentants de la MONUC et quelques personnalités politiques et membres de la société civile).</p> <p>20.7: Début d'une mission d'évaluation de deux semaines (Kinshasa, Goma, Kisangani, Gbadolite, Gemena et Lubumbashi) de Roberto Garreton, rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme en RDC.</p>

	<p>républicain créé au Rwanda le 1^{er} juillet 1998) et « Nation-Imbaga y’Inyabutatu Nyarwanda » (mouvement monarchiste lancé à Bruxelles le 22 février 2001)</p> <p>-Arrestation en Belgique de Zigiranyirazo Protais, beau-frère de l’ancien président Juvénal Habyarimana, à la demande du procureur du TPIR, Carla del Ponte (participation à la préparation du génocide)</p>	<p>26 – 29.7: Visite de l’archevêque anglican sud-africain Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix 1984 et ancien président de la Commission vérité et réconciliation (entretiens avec les opérateurs politiques et les acteurs de la société civile).</p> <p>31.7: Départ de Kinshasa du « convoi fluvial Boboto (Paix) » pour Mogalo (province de l’Equateur) situé à près de 1.250 km au nord de la capitale sur la rivière Lua.</p>
--	--	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Août 2001</p> <p>23.8: Désignation du major Buyoya (UPRONA) et Donatien Ndayizeye (FRODEBU) par les chefs d'Etat de la région, respectivement comme président et vice-président, pour conduire la transition au Burundi.</p> <p>24.8: Renvoi de l'armée de plus de 320 soldats. (participation à la dernière tentative de coup d'Etat contre le régime du major Buyoya).</p> <p>27.8: Publication du projet de constitution de la transition.</p> <p>28.8: Visite d'une semaine à Kinshasa (RDC) du ministre burundais des Affaires étrangères, M. Ntakomvukiye (rétablissement de la confiance mutuelle entre les deux pays).</p>	<p>14.8: Visite de travail de la Commission de l'ONU sur les pillages des ressources en RDC sous la conduite de l'Egyptien Mahmoud Kassem.</p> <p>30.8: Constat d'un accroissement de tensions autour du président Paul Kagame, notamment le départ pour l'étranger (Grande-Bretagne) du général Kayumba Nyamwasa, chef d'Etat-major de l'APR.</p>	<p>1^{er}.8: Publication par les Banyamulenge d'un « Manifeste pour la paix au Kivu » (plate-forme de conditions culturelles, politiques, économiques et sociales).</p> <p>16.8: Visite d'Etat de deux jours du président congolais, Joseph Kabila au Malawi (entretiens avec le nouveau président de la SADC, Bakili Muluzi sur le processus de paix en RDC).</p> <p>17.8: Un hélicoptère de la MONUC attaqué alors qu'il survolait une zone contrôlée par le RCD.</p> <p>20 – 25.8: Organisation à Gaborone (Botswana) de la réunion préparatoire du dialogue intercongolais.</p> <p>26.8: Dénonciation par l'ONG britannique <i>Global Witness</i> du « colonialisme des ressources » pratiqué par le Zimbabwe au Congo (contrat d'exploitation du bois par l'armée zimbabwéenne au Katanga, au Kasai, dans le Bandundu et au Bas-Congo).</p> <p>31.8: Pourparlers entre le président Joseph Kabila, Nelson Mandela, des responsables du commerce et des exilés congolais (resserrement de liens entre la RDC et l'Afrique du Sud).</p>
BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)

<p>Septembre 2001</p> <p>12.9: Un bateau de transport des troupes rebelles coulé par la marine burundaise et un autre endommagé lors d'un accrochage au large du lac Tanganyika.</p> <p>24.9: Arrivée à Bujumbura d'une mission militaire africaine dirigée par le général sud-africain Jan Lusse (étude d'un éventuel déploiement d'une force internationale au Burundi).</p> <p>-Appel de la conférence des évêques du Burundi aux burundais pour le retour au dialogue et à la démocratie (sortir du ghetto ethnique).</p>	<p>3.9: Entretiens à Kinshasa entre Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, et une partie de l'opposition rwandaise, les représentants du Front Démocratique pour la Libération du Rwanda, mouvement armé pro dialogue inter-rwandais.</p> <p>4.9: Séjour de Kofi Annan au Rwanda (visite d'un camp de ré-éducation d'ex-rebelles hutu rwandais dans le nord du pays, dossier « désarmement et démobilisation » des groupes armés de l'est de la RDC).</p> <p>18.9: Condamnation des majors Alphonse Furu-ma et Gérard Ntashamaje par contumace par la Cour militaire du Rwanda (désertion de l'armée et émission de chèque sans provision).</p> <p>28.9: Adoption par le Parlement d'une nouvelle loi sur la presse.</p>	<p>1^{er}.9: Visite de Kofi Annan, Secrétaire général des Nations unies, à Kinshasa (rencontre avec le président J. Kabila, les hommes politiques et les animateurs de la société civile).</p> <p>3.9: Visite de Kofi Annan à Kisangani (accueil par Mgr Monsengwo, archevêque de Kisangani et les autorités du RCD). Dossier « démilitarisation » de Kisangani.</p> <p>8.9: Remplacement de Kamel Morjane, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Congo (MONUC) par Amos Namaga (d'origine camerounaise).</p> <p>21/9 : Mémoire des Maï-Maï, force de résistance et d'occupation de l'armée rwandaise à l'est de la RDC, adressé au facilitateur du dialogue intercongolais, Ket Masire (demande d'implication au processus de dialogue).</p> <p>22.9: Dialogue inter Kivu réunissant à Bukavu les différentes factions en présence au Kivu (RCD et Front de Libération du Congo, FLC), les chefs tribaux et les représentants de la société civile (tentative de réconciliation nationale).</p> <p>25.9: Attaque de l'aéroport et de la ville de Kindu par des éléments de l'armée gouvernementale, appuyés par des Maï-Maï.</p> <p>26.9: Rencontre entre le président J. Kabila du Congo et P. Kagame du Rwanda à Blantyre (Malawi) en présence du président Muluzi du Malawi (retrait des troupes étrangères dans le cadre de l'accord de Lusaka).</p> <p>29 – 30.9: Entretiens entre le président J. Kabila et l'envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des</p>
--	---	---

		Grands Lacs, Aldo Ajello (processus de paix en RDC et situation au Rwanda et au Burundi).
--	--	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Octobre 2001</p> <p>1^{er}.10: Tenue d'une session ordinaire du Parlement consacrée aux textes réglementaires sur la transition.</p> <p>-Tenue à Arusha d'un sommet régional sur le Burundi (étude des modalités de la mise en place des institutions de transition, notamment la protection des personnalités politiques de retour d'exil et le cessez-le-feu).</p> <p>6.10: Adoption par le gouvernement burundais du nouveau projet constitutionnel de transition.</p> <p>11.10: Echec du sommet de Pretoria (Afrique du Sud) réunissant les chefs d'Etats de la région des Grands Lacs (désaccord sur les effectifs et la composition de l'unité spéciale de protection des personnalités politiques venant de l'exil).</p> <p>15.10: Visite de Nelson Mandela, médiateur dans le conflit burundais, à</p>	<p>4.10: Election des 260.000 juges des <i>Gacaca</i> (système judiciaire novateur) pour 11.000 tribunaux traditionnels (décongestionner le surpeuplement du système pénitentiaire)</p> <p>23.10: Adoption par les députés rwandais d'une loi contre la discrimination (tentatives de division des Rwandais ou provocation des conflits entre eux)</p> <p>27.10: Visite à Kigali de Amara Essy, Secrétaire général de l'OUA (point sur la crise rwando-ougandaise)</p> <p>29.10: Rencontre à Kampala et à Kigali entre les ministres rwandais et ougandais de la Défense, en présence des ambassadeurs britanniques.</p>	<p>1^{er}.10: Publication à New York par le Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, du rapport « Assistance spéciale pour la reprise économique et la reconstruction de la RDC » (transparence et libéralisation aux niveaux économique et politique).</p> <p>2.10: Visite du président Joseph Kabila au Nigeria, en compagnie de She Okitundu, ministre des Affaires étrangères (entretiens avec les dirigeants des deux groupes de l'opposition armée, Onusumba Yemba, président du RCD, et J.P. Bemba, président du MLC (redynamisation des négociations de paix).</p> <p>3.10: Visite du président J. Kabila en Angola, dans le cadre des échanges réguliers d'informations entre alliés.</p> <p>-Retour à Kinshasa de Wamba dia Wamba, membre fondateur du RDC et Chef de l'aile du RCD Kisangani soutenue par l'Ouganda (entretiens avec des politiciens et des groupes d'intérêt).</p> <p>12.10: Adoption par les trois mouvements de l'opposition armée, le RCD-Goma, le MLC de J.P. Bemba et le RCD-ML/Bunia, à l'issue de deux jours de travaux, d'un engagement à appuyer un « nouvel ordre politique », dans le cadre des pourparlers d'Addis Abeba (Constitution, présidence et gouvernement, armée, etc.)</p> <p>15.10: Réunion à Addis Abeba, en Ethiopie, de 80 participants dans le cadre des travaux du Dialogue inter-</p>

<p>Bruxelles (demande de fonds pour le financement de l'envoi des troupes de maintien de la paix au Burundi). -Suspension de Jean-Bosco Ndayikengurukiye, chef du CNDD-FDD, principal mouvement de la rébellion hutu burundaise, par un groupe d'officiers rebelles et remplacement par Pierre Nkurunziza.</p> <p>18.10: Accord entre les deux leaders de la transition au Burundi, Pierre Buyoya de l'UPRONA (pro-tutsi) et Domitien Ndayizeye du FRODEBU (pro-hutu) sur le partage des portefeuilles ministériels entre familles politiques.</p> <p>22.10: Refus de cinq partis radicaux de la minorité tutsi de participer aux institutions de transition (dénonciation de la présence de troupes étrangères sur le territoire burundais et exclusion d'une partie des tutsi).</p> <p>27.10: Adoption par une partie des députés, de la nouvelle loi fondamentale devant régir la période de transition.</p>		<p>congolais (agenda technique).</p> <p>17.10: Démission de Roberto Garretton, rapporteur spécial de l'ONU en RDC pour les droits de l'homme.</p> <p>18.10: Suspension des travaux lancés le 15 octobre 2001 dans le cadre du dialogue intercongolais.</p> <p>21.10: Ajournement et report du dialogue intercongolais à une date ultérieure.</p> <p>22.10: Signature d'un accord de siège entre le gouvernement et la Commission militaire mixte (CMM) prévue dans l'accord de Lusaka, pour sa délocalisation de Lusaka à Kinshasa.</p> <p>24.10: Décision du Conseil de sécurité de renforcer la MONUC avec 1.400 soldats supplémentaires (préalable : respect par les parties impliquées des engagements de l'accord de Lusaka).</p> <p>27.10: Décision par les responsables du RCD et du MLC, après une consultation de deux jours à Kigali, de la mise en place d'une « force mixte » pour désarmer les groupes armés dans l'est du Congo.</p> <p>31.10: Dénonciation par Amos Namanga Ngongi, l'émissaire spécial de l'ONU en RDC, de la décision des rebelles du RCD (soutenus par le Rwanda), d'empêcher la réouverture du fleuve Congo au trafic commercial, à l'instar des autres parties des territoires occupés déjà rouvertes.</p>
--	--	---

<p>Refus par une autre partie des députés opposés à cette procédure.</p> <p>28.10: Promulgation de la Constitution de transition adoptée par l'Assemblée nationale de transition (combinaison de la Constitution de 1992, de l'acte constitutionnel de transition de 1998 et l'accord d'Arusha).</p> <p>30.10: Adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution soutenant la création d'une force intérimaire de sécurité internationale au Burundi. Cofinancement de l'opération par la Belgique, les Pays-Bas et l'Union européenne.</p> <p>30.10: Nomination par le tandem Buyoya-Ndayizeye. d'un gouvernement de transition de 26 membres (14 hutu et 12 tutsi).</p>		
--	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Novembre 2001</p> <p>1^{er}.11: Prestation de serment du gouvernement mis sur pied pour une période de transition d'une durée de trois ans. Début de la tranche de 18 mois de l'exercice de la présidence par Pierre Buyoya.</p> <p>9.11: Rapt à Musema (nord du Burundi) de 250 à 300 lycéens de sexe masculin âgés de 13 à 21 ans, par les rebelles du FDD.</p> <p>20.11: Assassinat à Bujumbura du Dr Kassi Manla, d'origine ivoirienne et représentant de l'OMS au Burundi.</p> <p>24.11: Signature d'un communiqué commun par les groupes armés CNDD-FDD et PALIPEHUTU-FNL (fixation des préalables des négociations pour la paix).</p> <p>-Visite au Burundi d'une mission européenne conduite par Louis Michel, ministre belge des Affaires étrangères (préoccupation de l'Union européenne face à la violence au Burundi).</p> <p>26.11: Première réunion de travail à Bujumbura des membres du comité de suivi des accords</p>	<p>6.11: Rencontre à Londres entre le président rwandais Paul Kagame et son homologue ougandais, Yoweri Museveni, sous la médiation britannique (résolution du conflit entre les deux pays)</p> <p>12.11: Libération d'un groupe de 552 enfants, dont treize filles, soupçonnés de génocide et d'autres crimes contre l'humanité, après trois mois d'incarcération dans les camps de rééducation de Gaculiro (Kigali).</p> <p>25 – 30.11: Organisation à Kigali d'une conférence internationale par l'association IBUKA sur les traumatismes des rescapés du génocide et leur volonté d'œuvrer ensemble pour s'en sortir.</p>	<p>1^{er}.11: Rencontre des chefs d'Etat-major des forces gouvernementales de la RDC, du Rwanda et du RCD/Goma, avec la participation de la Mission d'observation des Nations unies au Congo (MONUC) et de la Zambie, à titre d'observateur (activités des groupes armés à l'est du Congo, leur démobilisation et leur réintégration).</p> <p>2 – 3.11: Accord entre le RCD-Goma et le MLC sur la composition d'une force mixte basée à Kindu, avec comme mission de traquer, désarmer et neutraliser toutes les forces dites négatives.</p> <p>9.11: Adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la Résolution 1376 relative au retrait des forces étrangères et la neutralisation des « forces négatives » en territoire congolais.</p> <p>11.11: Demande du président J. Kabila à l'ONU (Assemblée générale) d'imposer des sanctions aux pays qui pillent les ressources de la RDC.</p> <p>12.11: Regain de tension interethnique Hema-Lendu (Ituri, Haut Congo).</p> <p>19.11: Annonce par le groupe d'experts de l'ONU sur le pillage des richesses du Congo, de la poursuite de cette opération par ses voisins et alliés. Le Rwanda,</p>

ANNEXES

interburundais (déménagement d'Arusha à Bujumbura).		l'Ouganda et le Zimbabwe incriminés.
---	--	--------------------------------------

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Décembre 2001</p> <p>7.12: Demande du Conseil de sécurité de l'ONU aux Etats de la région des Grands lacs d'exercer des pressions sur les rebelles pour qu'ils s'impliquent dans les négociations.</p> <p>14.12: Rencontre à Johannesburg entre le président Buyoya, son homologue sud-africain Thabo Mbeki et Nelson Mandela, avec la participation de Jean Minani, président du FRODEBU (implication des rebelles dans le processus de paix au Burundi).</p> <p>15.12: Arrestation d'une quinzaine de « Gardiens de la paix » (formés militairement et armés dans le cadre de la politique gouvernementale d'autodéfense civile), pour meurtre et vols à main armée.</p> <p>21.12: Arrestation du directeur de l'agence Net Press (publication d'une dépêche qualifiée d'injurieuse).</p>	<p>3.12: Déclaration du représentant rwandais au TPIR, Martin Ngoga, selon laquelle la majorité des enquêteurs de la défense, seraient des suspects du génocide.</p> <p>9.12: Protestation de l'Association des avocats de la défense (ADAD) contre les affirmations de Martin Ngoga.</p> <p>23.12: Election d'un nouveau comité exécutif national du Front patriotique rwandais (FPR), avec P. Kagame comme président, Christophe Bazivamo, vice-président (ancien secrétaire exécutif de la commission nationale électorale) et Charles Murigande, secrétaire général (conserve ses fonctions)</p> <p>26.12: Assassinat de Gratien Munyarubuka, militant de l'opposition (Parti Démocratique pour le Renouveau-Ubuyanja (PDR-Ubuyanja), formation politique lancée en juin dernier par l'ancien président rwandais, Pasteur Bizimungu.</p> <p>31.12: Adoption par les autorités rwandaises</p>	<p>6 – 8.12: Rencontre informelle préparatoire du dialogue inter-congolais à Abuja (Nigeria) entre les représentants des trois parties belligérantes signataires de l'accord de Lusaka (le gouvernement, le RCD et le MLC)</p> <p>19.12: Approbation par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une Déclaration du président J. Kabila condamnant fermement les activités de pillage des ressources naturelles de la RDC.</p> <p>20.12: Organisation à Bruxelles d'une réunion des bailleurs de fonds (discussion d'un document élaboré par la Banque mondiale).</p>

	<p>d'un nouveau drapeau et d'un nouvel hymne national.</p> <p>-Arrestation par la police rwandaise de Pierre Gakwandi, secrétaire général du Mouvement Démocratique Républicain (MDR), parti membre de l'actuelle coalition gouvernementale (accusé de sectarisme, divisionnisme et diffamation envers des personnalités publiques et politiques) suite à un article publié dans <i>Le Partisan</i>.</p>	
--	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Janvier 2002</p> <p>5.1: Installation officielle de l'Assemblée nationale de transition, l'une des deux chambres du futur Parlement de transition.</p> <p>10.1: Election de Jean Minani, chef du principal parti hutu et chef de file du parti FRODEBU comme président de l'Assemblée transitoire, pour un mandat de trois ans. Frédéric Ngezebuhoro, du parti UPRONA (pro-tutsi), élu vice-président.</p> <p>-Visite à Bujumbura de Jacob Zuma, vice-président sud-africain (médiation entre les rebelles armés et le gouvernement burundais).</p> <p>14.1: Décision par le ministre burundais de la Communication de suspendre sine die l'agence de presse privée Net Press (accusée de « publications subversives, diffamatoires, injurieuses et mensongères qui portent atteinte à l'unité nationale, l'ordre, la sécurité et la moralité publics »).</p> <p>27.1: Agrément par la</p>	<p>9.1: Visite du président rwandais, Paul Kagame en Angola (processus de paix en RDC).</p> <p>-Rejet par la Cour de cassation de Belgique des pourvois interjetés par sœur Maria Kisito, sœur Gertrude et Alphonse Higaniro, condamnées le 8 juin 2001.</p> <p>14.1: Formation en Belgique d'une nouvelle coalition en exil, de l'opposition politique rwandaise, l'Alliance Démocratique Rwandaise (ADR-Isangano), regroupant le Congrès démocratique africain (CDA) et le Mouvement pour la paix, la démocratie et le développement (MPDD)</p> <p>24.1: Décision par les associations des survivants du génocide, l'association des veuves du génocide (AVEGA) et IBUKA, le collectif des organisations des rescapés, de suspendre leur collaboration avec le TPIR (constat d'anomalies manifestes et des erreurs de fond et de procédure, suspicion des enquêteurs du TPIR d'implication directe dans le génocide et de comportement douteux vis-à-vis des témoins).</p> <p>26.1: Arrestation à Butare de Laurent Ntezimana (hu-</p>	<p>4.1: Vote, par l'Assemblée constituante et législative-Parlement de transition (ACL-PT), d'une nouvelle loi sur la constitution, les statuts et le fonctionnement de la Banque centrale du Congo (autonomie vis-à-vis de l'exécutif national et suppression du conseil d'administration).</p> <p>6.1: Visite de travail de deux jours à Kinshasa de Térrence Sinunguruza, ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération (retrait effectif des troupes burundaises du territoire congolais).</p> <p>14.1: Rencontre à Blantyre (Malawi) entre le président J. Kabila et deux dirigeants des principaux groupes rebelles, Jean Onusumba (RCD) et J.P. Bemba (MLC) dans le cadre du Sommet de la SADC. Annulation de la venue de Paul Kagame du Rwanda au dernier moment.</p> <p>15 – 17.1: Tenue des travaux de la « Table ronde de Bruxelles » sous la présidence (modération technique) de Louis Michel, vice-premier ministre et ministre belge des Affaires étrangères (discussion sur l'avenir du pays et prévention de la marginalisation des « acteurs non armés » de l'opposition politique et de la société civile</p>

<p>Cour constitutionnelle du Burundi de 49 des 51 prétendants aux sièges du Sénat de transition.</p> <p>28.1: Création, sous la conduite de Augustin Nzajibwami, du Parti pour la démocratie et la réconciliation (PADER) sur l'initiative d'un groupe de dissidents du parti majoritaire, FRODEBU.</p> <p>29.1: Installation du Sénat, composé de 54 membres, dont les anciens chefs d'Etat Bagaza et Ntibantunganya.</p>	<p>tu) et Didace Muremangingo (tutsi), animateurs de l'« Association Modeste et Innocent » (AMI), qui forme des animateurs pour la paix (promotion de la paix par la non-violence).</p>	<p>devant le poids des acteurs armés, dans la perspective du dialogue intercongolais).</p> <p>17.1: La ville de Goma frappée par une catastrophe naturelle due à l'éruption du volcan Nyiragongo (environ 300.000 personnes déplacées vers Gisenyi, au Rwanda).</p> <p>21.1: Visite à Kinshasa de Hubert Védrine et Jack Straw, respectivement ministres des Affaires étrangères de France et de Grande-Bretagne, en tournée dans la région des Grands Lacs (relance du processus de paix dans la région et intégrité territoriale de la RDC).</p> <p>30.1: Accord entre les factions armées du RCD-Goma et le MLC pour installer un bureau pour leurs forces conjointes à Kalemie (nord-Katanga) et pour un mécanisme de commandement de leurs forces conjointes.</p> <p>31.1: Visite à Kinshasa de Louis Michel, ministre belge des Affaires étrangères (contacts avec le président J. Kabila, les représentants des partis politiques, de la société civile et du Bureau du facilitateur, Ould Lebatt, dans le cadre du dialogue intercongolais).</p>
--	---	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Février 2002</p> <p>4.2: Election de Libère Bararunyeretse, comme président du Sénat</p> <p>6.2: Appel à l'aide, adressé au Conseil de sécurité de l'ONU par Pierre Buyoya (persistance de la violence de la part des rebelles).</p> <p>13.2: Visite-éclair à Bujumbura d'une délégation ministérielle conjointe du Royaume Uni, des Pays-Bas et de la Norvège (tournée sous-régionale sur le conflit des Grands lacs).</p> <p>14.2: Mise à disposition, par la commission indépendante chargée de l'enquête sur les prisonniers politiques au ministre burundais de la Justice, des recommandations proposant la libération de certains détenus politiques par des voies légales (rapport du Français Philippe Chemithe)</p> <p>19.2: Rencontre à Pretoria (Afrique du Sud) entre la délégation du gouvernement et le principal groupe</p>	<p>10.2: Rencontre à Kigali entre les ministres rwandais et ougandais de la Défense (préparation de la rencontre entre les présidents des deux pays, Paul Agame et Yoweri Museveni)</p> <p>14.2: Rencontre à Kabale (Ouganda) entre le président rwandais, Paul Kagame et son homologue ougandais, Yoweri Museveni (décrispation des relations entre les deux pays).</p> <p>15.2: Déclenchement d'une grande offensive par l'APR contre les combattants banyamulenge (aggravation de la rupture entre les anciens alliés, Kigali et les Banyamulenge)</p>	<p>1^{er}-3.2: Visite de Louis Michel, ministre belge des Affaires étrangères, successivement à Gbadolite, Bukavu, Goma et Butembo (contacts dans le cadre du dialogue intercongolais).</p> <p>Du 4 – 7.2: Rencontre informelles à Genève (Suisse) entre les représentants du gouvernement de la RDC, du RCD-Goma et du MLC, sous la médiation de l'ONU (discussions préliminaires sur le dialogue intercongolais).</p> <p>5.2: Signature à Kinshasa du Programme indicatif national (PIN) – VIIIème Fonds européen de développement (FED) par Matungulu, ministre congolais de l'Economie, finances et budget et Henry Sprietsma, ambassadeur, chef de Délégation de la Commission européenne en RDC (mise à disposition de 120 millions d'euros sur deux ans).</p> <p>5.2: Présentation des excuses de la Belgique au peuple congolais par Louis Michel, ministre des Affaires étrangères, pour le rôle de son pays dans la mort, en janvier 1961, du Premier ministre congolais, Patrice Lumumba.</p> <p>-Annonce de la création d'un Fonds Patrice Lumumba doté de 3,75 millions d'euros (développement démocratique en RDC).</p> <p>7.2: Regain de tension en Ituri (Haut-Congo) entre les ethnies Hema et Lendu (attaques, pillages, assassinats, etc.)</p>

<p>rebelle, les Forces de défense de la démocratie, le FDD (discussions sur le cessez-le-feu)</p> <p>21.2: Levée de la suspension de l'agence d'information « Net Press » par le ministre burundais des Communications.</p> <p>22.2: Accord entre l'aile du FDD, dirigée par Nkurunziza, et le gouvernement (cadre général de négociations).</p>		<p>14.2: Le mandat d'arrêt belge lancé contre l'ancien ministre congolais des Affaires étrangères, Abdoulaye Yerodia, déclaré illégal par la Cour internationale de justice (atteinte à l'immunité liée aux fonctions de l'accusé, en vertu du droit international)</p> <p>15.2: Visite d'une semaine au Congo de Anto Anella Lulia Motoc, nouvellement désignée rapporteur de l'ONU chargée de droits de l'homme, en remplacement du chilien Roberto Garretón.</p> <p>18.2: Attaque du RCD-Goma contre le commandant Masunzu, ancien chef de bataillon du RCD et leader tutsi congolais des Banyamulenge, retranché avec plusieurs centaines d'hommes dans les hauts plateaux du sud-Kivu.</p> <p>25.2: Ouverture des travaux du dialogue intercongolais à Sun City (Afrique du Sud).</p> <p>-Déploiement de 70 observateurs militaires uruguayens dans le secteur de Kindu (Maniema, à l'est de la RDC), dans le cadre du démarrage de la phase III des opérations de maintien de la paix de la MONUC.</p> <p>27.2: Suspension des travaux du dialogue intercongolais à Sun City.</p>
BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
Mars 2002		

<p>4.3: Lancement d'une campagne d'explication de l'accord de paix interburundais par un séminaire de trois jours à Bujumbura (gouvernement, Parlement, partis politiques, société civile et administration).</p> <p>9.3: Visite du site de transit du camp de Mabaro (près de Makamba) par une délégation de six personnes représentant les réfugiés burundais vivant dans des camps en Tanzanie (préparatifs de rapatriements massifs).</p> <p>16.3: Rencontre à Dar es Salam de tous les mouvements rebelles burundais, le CNDD, le PALIPEHUTU, le FROLINA, le CNDD-FDD et le FNL (Discussion sur le cessez-le-feu).</p>	<p>25/3 : Election des comités exécutifs de cellules.</p> <p>27.3: Mise en place de la plate-forme « Alliance pour la démocratie et la réconciliation nationale-Igihango » (ADRN), à Bad Honnef (Allemagne) entre le FDLR, Nation-Imbaga et l'ARENA.</p>	<p>5.3: Reprise des travaux du dialogue intercongolais suspendus le 27 février.</p> <p>7.3: Annonce par l'ONU de l'autorisation par le MLC de J.P. Bemba de réouverture à la navigation commerciale, la portion du fleuve Congo située dans le territoire sous son contrôle. Refus du RCD-Goma à faire de même.</p> <p>9.3: Nouveau blocage des travaux du dialogue intercongolais.</p> <p>11.3: Afflux de réfugiés congolais vers la Zambie (crainte d'une reprise éventuelle des combats).</p> <p>14.3: Suspension de la participation du gouvernement congolais aux travaux du dialogue intercongolais de Sun City (protestation contre les attaques massives de l'armée rwandaise et des troupes du RCD-Goma contre Moliro (Sud-est de la RDC)</p> <p>15.3: Début du procès sur le meurtre du président L.D. Kabila.</p> <p>-Le Rwanda accusé devant le Conseil de sécurité par l'ambassadeur français aux Nations Unies, Jean-David Levitte, d'avoir lancé une offensive majeure contre la ville de Moliro, à la frontière zambienne.</p> <p>21.3: Reprise des travaux du dialogue intercongolais.</p> <p>-Engagement du gouvernement de Kinshasa et des groupes rebelles à retirer leurs troupes de leurs positions (Comité politique chargé de la supervision de l'accord de cessez-le-feu)</p>
--	--	---